



Groupe Front National - 1 Esplanade François Mitterrand - CS20033 - 69269 LYON CEDEX 02
Téléphone : 04.26.73.41.07 - www.fnra.fr - @brunogollnisch

A l'occasion de l'Assemblée plénière du 30 mai 2013 au Conseil régional de Rhône-Alpes, Bruno GOLLNISCH et son groupe Front National ont distribué aux élus de l'UMP et de l'UDI, pour un salutaire devoir de mémoire, un tableau récapitulatif de toutes les lois anti-familles promues par la droite (en noir sur le tableau) ou que la gauche a promulgué (en rouge sur le tableau) souvent avec le soutien de votes de la droite, et sans que jamais celle-ci ne revienne sur ces lois une fois de retour au pouvoir.

Il fallait que cela aussi soit rappelé !



Lois de régression morale promues par la droite (RPR/UDF – UMP/UDI-UC) ou acceptées par elle après sa prise de pouvoir

Liste chronologique depuis 1975

Objet	Loi/Décret/Arrêté	Ministre(s) responsable(s)	Premier Ministre	Président
Légalisation de l'avortement (Interruption Volontaire de Grossesse - IVG) pour 5 ans	Loi n° 75-17 du 17 janvier 1975, dite « loi Veil »	Simone Veil (UDF)	Jacques Chirac (RPR)	Valéry Giscard d'Estaing (UDF)
Libéralisation du divorce	Article 1 de la loi 75-617 du 11 juillet 1975	¹	Jacques Chirac (RPR)	Valéry Giscard d'Estaing (UDF)
Dépénalisation de l'adultère	Article 17 de la loi 75-617 du 11 juillet 1975	²	Jacques Chirac (RPR)	Valéry Giscard d'Estaing (UDF)
Reconduction définitive de la loi sur l'avortement (IVG)	Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979, dite « loi Pelletier » ou « loi Veil-Pelletier »	Monique Pelletier (UDF)	Raymond Barre (UDF)	Valéry Giscard d'Estaing (UDF)
Amnistie pour les outrages publics à la pudeur	Loi n° 81-736 du 4 août 1981	Robert Badinter (PS)	Pierre Mauroy (PS)	François Mitterand (PS)

¹ La loi a été élaborée par le doyen Jean Carbonnier à la demande de Valéry Giscard d'Estaing.

² Idem.

Objet	Loi/Décret/Arrêté	Ministre(s) responsable(s)	Premier Ministre	Président
Dépénalisation d'un rapport sexuel avec un mineur du même sexe	Loi n° 82-683 du 4 août 1982	Edmond Hervé (PS)	Pierre Mauroy (PS)	François Mitterand (PS)
Remboursement de l'avortement non thérapeutique	Loi n° 83-1172 du 31 décembre 1992, dite « loi Roudy »	Yvette Roudy (PS)	Pierre Mauroy (PS)	François Mitterand (PS)
Suppression de la pénalisation pour cohabitation avec personnes prostituées	Loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992, article 372	Michel Vauzelle (PS)	Pierre Beregovoy (PS)	François Mitterand (PS)
Légalisation du délit d'entrave à l'avortement	Loi n° 91-121 du 27 janvier 1993, dite « loi Neiertz »	Véronique Neiertz (PS)	Pierre Beregovoy (PS)	François Mitterand (PS)
Légalisation de l'avortement (Interruption Médicale de Grossesse - IMG)	Loi n° 94-654 du 29 juillet 1994	Simone Veil (UDF)	Edouard Balladur (RPR)	François Mitterand (PS)
Diagnostic prénatal eugénique à titre exceptionnel sur les enfants à naître	Loi n° 94-654 du 29 juillet 1994	Simone Veil (UDF)	Edouard Balladur (RPR)	François Mitterand (PS)
Mise en vente (sur ordonnance) de la pilule abortive « Norlevo », dite « du lendemain »	Décret du 31 mars 1999 et arrêté du 27 mai 1999	Bernard Kouchner (PS) et Martine Aubry (PS)	Lionel Jospin (PS)	Jacques Chirac (RPR)
Pacte Civil de Solidarité (PACS)	Loi n° 99-944 du 15 novembre 1999	Martine Aubry (PS) et Elisabeth Guigou (PS)	Lionel Jospin (PS)	Jacques Chirac (RPR)

Objet	Loi/Décret/Arrêté	Ministre(s) responsable(s)	Premier Ministre	Président
Délivrance gratuite aux mineurs et vente libre à tous sans prescription de la pilule abortive dite « du lendemain »	Protocole national de l'Education nationale du 6 janvier 2000, loi n° 2000-1209 du 13/12/2000, décret n° 2001-258 du 27 mars 2001 et décret n° 2002-39 du 9 janvier 2002	Ségolène Royal (PS)	Lionel Jospin (PS)	Jacques Chirac (RPR)
Délais du recours à l'avortement porté de 10 à 12 semaines Abolition de l'autorisation parentale pour les mineurs Aggravation du délit d'entrave à l'avortement	Loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001, dite « loi Aubry »	Martine Aubry (PS)	Lionel Jospin (PS)	Jacques Chirac (RPR)
Autorisation de l'avortement hors hôpital pour les grossesses de moins de 5 semaines	Décret n° 2002-796 du 3 mai 2002, modifié par le décret n° 2004-636 du 1 ^{er} juillet 2004	Elisabeth Guigou (PS), puis Philippe Douste-Blazy (UMP)	Lionel Jospin (PS)	Jacques Chirac (RPR)
Gratuité pour les mineurs de l'avortement sans consentement parental	Décret n° 2002-799 du 3 mai 2002	Elisabeth Guigou (PS)	Lionel Jospin (PS)	Jacques Chirac (RPR)
Autorisation pour 5 ans de la recherche sur l'embryon à titre dérogatoire	Loi n° 2004-800 du 6 août 2004, dite de bioéthique de 2004	Jean-François Mattei (UMP) ³ , Philippe Douste-Blazy (UMP)	Jean-Pierre Raffarin (UMP)	Jacques Chirac (UMP)

³ Jean-François Mattei a été remercié le 31 mars 2004 en tant que Ministre de la santé, c'est-à-dire cinq mois avant le vote de la loi de bioéthique de 2004. Il en reste néanmoins l'un des initiateurs principaux.

Objet	Loi/Décret/Arrêté	Ministre(s) responsable(s)	Premier Ministre	Président
Extension du diagnostic prénatal eugénique sur les enfants à naître pour 5 ans	Loi n° 2004-800 du 6 août 2004, dite de bioéthique de 2004	Jean-François Mattei (UMP) ⁴ , Philippe Douste-Blazy (UMP)	Jean-Pierre Raffarin (UMP)	Jacques Chirac (UMP)
Extension du diagnostic eugénique préimplantatoire sur les embryons « ex utero » avant leur implantation « in utero » pour 5 ans	Loi n° 2004-800 du 6 août 2004, dite de bioéthique de 2004	Jean-François Mattei (UMP) ⁵ , Philippe Douste-Blazy (UMP)	Jean-Pierre Raffarin (UMP)	Jacques Chirac (UMP)
Autorisation pour 5 ans de congeler des embryons surnuméraires (conçus in vitro) pendant 5 ans et de détruire ensuite les survivants ou de les donner à la recherche	Loi n° 2004-800 du 6 août 2004, dite de bioéthique de 2004 »	Jean-François Mattei (UMP) ⁶ , Philippe Douste-Blazy (UMP)	Jean-Pierre Raffarin (UMP)	Jacques Chirac (UMP)
Euthanasie passive	Article 2 de la loi n° 2005-370 du 22 avril 2005	Philippe Douste-Blazy (UMP)	Jean-Pierre Raffarin (UMP)	Jacques Chirac (UMP)
Autorisation d'importer des cellules souches embryonnaires à des fins scientifiques à titre dérogatoire	Arrêté du 16 février 2005 en application des dispositions de l'article 37 de la loi n° 2004- 800 du 6 août 2004	Philippe Douste-Blazy (UMP)	Jean-Pierre Raffarin (UMP)	Jacques Chirac (UMP)

⁴ Idem.

⁵ Idem.

⁶ Idem.

Objet	Loi/Décret/Arrêté	Ministre(s) responsable(s)	Premier Ministre	Président
Autorisation du prélèvement d'organes sur des donneurs « à cœur arrêté », sans qu'ils soient en état de mort encéphalique	Décret 2005-949 du 2 août 2005	Xavier Bertrand (UMP), François Aubert (UMP)	Dominique de Villepin (UMP)	Jacques Chirac (UMP)
Utilisation des embryons surnuméraires conçus « in vitro » pour la recherche	Décret d'application n° 2006-121 du 6 février 2006	Xavier Bertrand (UMP)	Dominique de Villepin (UMP)	Jacques Chirac (UMP)
Réforme et complément des successions des biens et de l'enregistrement du PACS	Loi n° 2006-728 du 23 juin 2006 et loi n° 2007-1223 du 21 août 2007	Pascal Clément (UMP)	Dominique de Villepin (UMP)	Jacques Chirac (UMP)
Extension de la pratique de l'avortement médicamenteux à tous les centres d'éducation et de planification familiale	Loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 dite « loi de financement de la sécurité sociale pour 2008 », et lois annuelles suivantes pour 2009, 2010, etc.	Roselyne Bachelot (UMP), Xavier Bertrand (UMP), Eric Woerth (UMP), ensuite aussi François Barroin (UMP), Nora Berra (UMP) et Valérie Pécresse (UMP)	François Fillon (UMP)	Nicolas Sarkozy (UMP)
PACS : définition de la procédure devant le juge aux affaires familiales en matière de régimes matrimoniaux et d'indivisions	Décret n°2009-1591 du 17 décembre 2009	Michèle Alliot-Marie (UMP)	François Fillon (UMP)	Nicolas Sarkozy (UMP)
Introduction de la « théorie du genre » dans les manuels scolaires de « sciences et vie de la terre » de première L et ES	Arrêté du 21 juillet 2010	Luc Chatel (UMP)	François Fillon (UMP)	Nicolas Sarkozy (UMP)

Objet	Loi/Décret/Arrêté	Ministre(s) responsable(s)	Premier Ministre	Président
Reconduction pour 7 ans de l'autorisation d'effectuer des recherches sur l'embryon à titre dérogatoire	Loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011, dite de bioéthique de 2011	Roselyne Bachelot (UMP)	François Fillon (UMP)	Nicolas Sarkozy (UMP)
Reconduction du diagnostic prénatal eugénique sur les enfants à naître	Loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011, dite de bioéthique de 2011	Roselyne Bachelot (UMP)	François Fillon (UMP)	Nicolas Sarkozy (UMP)
Reconduction du diagnostic eugénique préimplantatoire sur les embryons « ex utero » avant leur implantation « in utero »	Loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011, dite de bioéthique de 2011	Roselyne Bachelot (UMP)	François Fillon (UMP)	Nicolas Sarkozy (UMP)
Reconduction de l'autorisation de congeler des embryons surnuméraires (conçus in vitro) pendant 5 ans et de détruire ensuite les survivants ou de les donner à la recherche	Loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011, dite de bioéthique de 2011	Roselyne Bachelot (UMP)	François Fillon (UMP)	Nicolas Sarkozy (UMP)
« Mariage pour tous »	Loi n° du 23 avril 2013, dite « loi Taubira 2013 » ⁷	Christiane Taubira (Walwari/App. PRG) <u>Assemblée Nationale :</u> Ont voté pour à droite : Benoist Apparu (UMP), Franck Riester (UMP), Luc Chatel (UMP) ⁸ ,	Jean-Marc Ayrault (PS)	François Hollande (PS)

⁷ Christiane Taubira est déjà à l'origine d'une loi dite « loi Taubira » (loi n° 2001-434 du 21 mai 2001), votée en 2001 et désignant l'esclavage comme étant un crime contre l'humanité. D'où la mention de l'année accolée à l'autre « loi Taubira » sur le « mariage pour tous ».

⁸ Luc Chatel prétend s'être trompé de bouton, disant qu'il voulait voter « contre » et qu'il aurait voté « pour » par erreur.

Objet	Loi/Décret/Arrêté	Ministre(s) responsable(s)	Premier Ministre	Président
		Henri Guaino (UMP)⁹ Alain Chrétien, Jean-Louis Borloo (UDI), Yves Jégo (UDI), Jean-Christophe Lagarde (UDI), Philippe Gomès (UDI), Sonja Lagarde (UDI) <u>Se sont abstenus à droite</u> : Nicole Améline (UMP), Nathalie Kosciuko-Morizet (UMP), Pierre Lehouche (UMP), Bruno Le Maire (UMP), Edouard Philippe (UMP) <u>Sénat</u>¹⁰ : <u>Ont voté pour à droite</u> : Fabienne Keller (UMP), Christian Cointat (UMP), Jacqueline Farreyrol (UMP), Chantal Jouanno (UDI) <u>Se sont abstenus à droite</u> : Alain Milon (UMP), Vincent Capocanellas (UDI)		

⁹ Idem pour Henri Guaino. Voir note précédente.

¹⁰ Le 12 avril 2013, la loi sur le « mariage pour tous » a été votée au Sénat à une majorité de seulement deux voix. Si donc tous les sénateurs UMP avaient voté contre cette loi, elle aurait été rejetée par le Sénat. La complicité de l'UMP est ici évidente.